

chaque jour un peu plus et qui chaque jour la démoralisait davantage? Elle consentait à trembler devant le pouvoir, pourvu qu'elle fit peur à l'Europe. Hélas, l'effroi de l'étranger n'était que de surface, comme la force irrésistible de l'empire n'existait qu'à l'apparence. Devant le premier boulet d'un canon Krupp, ce palais de plâtre aux apparences de marbre, qui s'appelait l'empire devait tomber en poussière.

C'est l'histoire de ce triste réveil d'une nation qui, croyant tenir en main le sceptre du monde, s'aperçoit un matin qu'elle ne tenait que des cendres, c'est cette histoire que je veux raconter. C'est aussi les efforts, la lutte, la résistance désespérée d'un peuple dont je veux retracer les navrantes et souvent glorieuses péripéties. Cet ouvrage comprendra trois livres distincts dont l'histoire elle-même semble avoir marqué la division. Le premier ira des premiers jours de cette triste année 1870, à la journée du 4 septembre, et cela à travers les événements précipités qui firent en quelque sorte, de chaque jour de ces mois fatidiques, une date historique. Le second livre comprendra l'histoire du gouvernement du 4 septembre, à Paris et en province, à Paris où jusqu'au dernier morceau de pain on put prolonger la résistance et croire à la délivrance, en province où l'on vit l'armée de la Loire et l'armée du Nord, Chanzy et Faidherbe, résister plus d'une fois victorieusement à l'ennemi. Le troisième livre enfin racontera la Commune de Paris, les désastres nouveaux ajoutés aux désastres anciens, et suivra, dans tous ses détails, l'œuvre de reconstruction et de réparation du gouvernement qui doit fermer les plaies de la patrie, replacer la France à son rang dans le monde, nous donner des mœurs qui nous fassent honnêtes, nous assurer des lois qui nous rendent libres.

Nulle période historique, on le voit, n'est aussi riche en tableaux, en émotions et en enseignements. Je souhaite que le lecteur y trouve ce que j'ai voulu y mettre : un sentiment profond de la patrie française, un ardent amour de la liberté. Maintenant, c'est à ces idées nettes et simples, simples et éternelles comme le droit, qu'il faut nous cramponner comme à une épave du naufrage. La patrie, la liberté, voilà ce qui rendra puissante et ferme la République, et permettra d'arriver, par le travail, par le progrès social sans secousses et sans lutte saignante, à l'ordre nouveau que le pays, depuis trop longtemps, cherche à tâtons, demande à tous venants, appelant des sauveurs et ne trouvant que des maîtres.

Que si cette histoire, ainsi volontairement publiée sous une forme populaire, accessible à tous, pouvait servir à faire aimer davantage au lecteur notre pauvre pays de France, l'auteur serait assez payé de ses efforts. Car il nous faut, c'est une conviction absolue, retourner à l'esprit vigoureux et sain de notre race, au bon sens, à la clarté, à cette humeur gauloise de Rabelais et à cette pénétrante ironie de Voltaire qui crèvent les utopies des sophistes en même temps qu'elles renversent les bastilles des despotes. L'heure est arrivée de redevenir, pour notre salut, fidèles à l'esprit de notre race, et nous devons être, après tant de secousses, las, fatigués

D'avoir imité Londres, Athènes, Rome et Sparte,
Et d'être enfin Français n'est-il pas bientôt temps?

Non-seulement il en est temps, mais bientôt il serait trop tard. « *La société est en poussière*, disait Royer-Collard en 1815. *Il ne reste que des souvenirs, des regrets, des utopies, des folies et des désespoirs* ». Et depuis l'heure où le doctrinaire parlait ainsi, la pulvérisation sociale n'a fait que devenir plus complète, accrue de je ne sais quelle fermentation putride, d'appétits nés de vingt ans de silence et de ténèbres. Hâtons-nous donc, hâtons-nous de redevenir la grande nation honnête, libre et fière, l'initiatrice et la chevaleresque nation qu'on rencontrait partout, non pas un glaive, mais un flambeau à la main.

Et c'est parce que nous ne doutons pas de la destinée de la France, qu'en dépit des tristesses qu'il raconte, le livre qu'on va lire est un livre où palpitent ces vertus des hommes et des peuples qui se relèvent : l'espérance et la foi.

JULES CLARETIE.

LIVRE PREMIER

CHAPITRE I

Les dernières années de l'empire. — Le gouvernement de Napoléon depuis les élections de 1863. — Réveil de l'esprit public. — Mort de MM. de Morny, Billaut, Walewski. — L'expédition du Mexique. — Sadowa. — L'Exposition universelle. — Les morts de Décembre. — L'affaire Baudin et M. Gambetta. — Les élections de 1869. — Bancel et M. Emile Ollivier. — M. Jules Favre et Henri Rochefort. — Les hésitations impériales. — M. Rouher ministre d'État. — Velléités libérales. — Prorogation du Corps législatif. — Entrée de M. Ollivier aux affaires. — La lettre de l'empereur. — L'empire libéral. — Troppmann. — DOCUMENTS.

Avant d'aborder le récit des dramatiques événements qui s'appelleront, dans l'histoire, la Révolution de 1870, il importe de montrer comment, et par quelle suite de fautes précipitées, le gouvernement impérial, terrible à l'intérieur après décembre 1851, redouté à l'extérieur après l'expédition de Crimée, paré d'une sorte de trompeuse auréole de libéralisme et d'une véritable gloire, due à l'humble héroïsme des soldats, après la guerre d'Italie, était devenu lentement, et grâce à une succession de chimériques et criminelles entreprises, pareil à un vaisseau dématé conduit par un pilote sans boussole, et qui, voguant comme à l'aventure, se précipite avec un vertigineux entraînement vers les écueils qu'il prétend éviter.

L'apogée du dernier règne, ce fut le lendemain de Solferino. L'Autriche vaincue, l'Allemagne inquiète, la Russie maselée comme un ours du Nord, l'Italie affranchie, la France semblait reprendre son rôle éternel, et la liberté, selon la spirituelle expression de M. John Lemoine, devenait pour nous, esclaves, et qui l'apportions aux autres, un « article d'exportation. » L'amnistie qui suivit nos victoires avait amorti le coup fâcheux porté aux espérances françaises et italiennes par la paix de Villafranca. Menacé par l'Allemagne, satisfait de ses demi-triomphe, inquiet des sièges futurs de Mantoue, de Vérone, du quadrilatère vénitien, Napoléon s'arrêtait au milieu de sa conquête, et, après avoir juré de délivrer l'Italie des Alpes à l'Adriatique, il s'arrêtait prudemment au Mincio, laissant l'Autriche battue, mais non écrasée, l'Italie victorieuse, mais non satisfaite, la Prusse écoutée dans son intervention, mais non rassurée.

Ce fut là pour cet homme irrésolu la première faute, celle d'où toutes les autres allaient découler. Satisfait d'avoir une nouvelle fois fait sentir au monde la vigueur de l'épée française, il prétendit continuer son œuvre par la diplomatie et la politique. Mais dans ses diplomates il devait rencontrer moins d'intelligence et d'ardeur que dans ses soldats et tandis qu'il tendait lentement les filets où il prétendait prendre les hommes d'État allemands, anglais ou belges, et même la Belgique et le Rhin avec les hommes d'État, son armée se dissolvait lentement, et la nation perdait peu à peu, sous son gouvernement, le nerf, l'ardeur, la puissance morale, la foi en soi-même, tout ce qui rend les peuples non-seulement redoutables, mais invincibles. Et lorsque, plus tard, on voulut faire appel aux forces vives du pays, les meilleurs et les plus résolus se neurterent à d'acharnés amis du repos, à d'implacables adversaires du dévouement à la patrie et du sacrifice au pays.

L'étoile impériale, avec les années, avait singulièrement pâli. Depuis les élections de 1863, où pour la première fois l'esprit de liberté s'affirma victorieusement en donnant, à Paris, la majorité à tous les candidats de l'opposition, l'empire avait, de jour en jour, vu décroître sa fortune. Vainement, essayant de donner satisfaction à l'opinion, Bonaparte opérait, quinze jours après les élections, un changement de ministère, croyant avoir lâché la dure courroie parce qu'il nommait ministre d'État M. Billaut et M. Duruy ministre de l'Instruction publique; on sentait que ce n'était là qu'une modification d'apparence et peut-être un ministère d'expectative. C'en était fait, la France

se retrouvait, après des années de sommeil, telle qu'auparavant, éprise de son même idéal de liberté républicaine, et M. Pelletan pouvait avec raison écrire à M. de Persigny : « La France aime-t-elle toujours la liberté? Le dernier scrutin fait la réponse. Il n'y a pas une ville de quelque importance qui n'ait voté pour la liberté; et plus on ira, plus on l'aimera, car le jeûne aiguise la faim (1). »

Il semblait d'ailleurs que cette date de juin 1863 eût marqué, pour l'empire, le signal de la malchance et de la décrépitude. Les symptômes de décadence allaient s'accroître encore avec les années qui suivirent. Et comme si le destin eût voulu enlever à l'empire les plus fermes ou du moins les plus intelligents de ses soutiens, les complices de Décembre tombaient, mouraient emportés, les uns après les autres, par des maladies soudaines et comme frappés par le doigt d'une justice invisible. Morny, qui venait de lancer la France dans l'aventure sinistre du Mexique, succombait à ce mal lent et bizarre qui est le mal de ce temps appauvri, l'anémie. Billaut mourait aussi, Walewski allait bientôt le suivre. On raconte que, lorsque M. de Morny eut succombé, l'impératrice voulut voir de près le cadavre. Elle le considéra longuement, terrifiée de la ressemblance de ce mort avec son frère vivant, puis, succombant à l'émotion, s'évanouit. Peut-être eut-elle le pressentiment que cet homme à l'intelligence souple, alerte et soudaine, et dont le regard, d'un bleu pâle, voyait nettement les choses, peut-être comprit-elle que ce blasé, ce sceptique, ce mondain débauché était pourtant de tous ceux qui entouraient l'empereur celui qui eût pu détourner de l'empire bien des catastrophes à venir. On fit au comte de Morny, devenu duc de je ne sais quel emprunt ou de je ne sais quelle fusillade, des funérailles solennelles, et l'on eut raison. Ce n'était pas seulement l'homme de Décembre qui se dirigeait vers la tombe, c'était le régime de Décembre tout entier.

Il y a dans l'opinion publique, si prompt cependant à s'égarer, d'irrésistibles courants et de singuliers instincts de divination. Lorsque Morny mourut, il n'y eut qu'un cri : L'empire est perdu. Lorsque l'expédition du Mexique fut entreprise, il n'y eut qu'un mot : C'est la campagne d'Espagne de Napoléon III. Les Français devaient, en effet, rencontrer dans les *chicanos* mexicains de nouveaux *guerilleros* aussi redoutables que ceux de Mina, et dans Juarez un adversaire plus dangereux que le Palafox de Saragosse. La catastrophe de Queretaro dépasse de beaucoup, au surplus, dans sa grandeur et son horreur shakespeariennes, tous les drames des guerres espagnoles. Ce fut un crime nouveau que celui d'aller prendre dans son palais

(1) E. Pelletan, *l'Ombre de 89*.

allemand cet archiduc d'Autriche et, faisant miroiter devant ses yeux éblouis les perspectives d'un empire nouveau d'un nouveau Montezuma, de le jeter comme en proie aux gens des Terres chaudes et de l'abandonner à sa fortune après lui avoir promis de le défendre jusqu'à la fin. Maximilien, ambitieux romanesque, s'était laissé griser par ce chimérique rêveur, Bonaparte. Il sut ce que lui coûta l'aventure et ce que peut, à la fin, un peuple résolu combattant pour son indépendance et contre l'étranger. Il y avait, parmi les curiosités des Tuileries, une photographie du gilet et de l'habit que portait Maximilien le jour de son exécution. Les traces de balles étaient marquées sur ces guenilles saignantes. Il dut plus d'une fois contempler ces sinistres images, l'homme qui avait envoyé au delà des mers l'archiduc dont le corps repose maintenant, sous les plis ironiques de drapeaux tricolores et sous les armes impériales, dans les caveaux des Capucins de Vienne, auprès des tombeaux sculptés des princes et des archiducs d'Autriche.

On se rappelle l'épouvante du monde officiel lorsque, pendant les préparatifs de l'Exposition universelle, les journaux donnèrent connaissance de cette dépêche de Juarez écrite au général Berriozaba et datée de San Luis de Potosi : « *Ami, vive la patrie, Queretaro a été pris de vive force ce matin, 15 mai, à huit heures.* » Quelque temps après, pendant qu'il distribuait les récompenses aux exposants, tandis que le sultan, assis aux côtés de l'impératrice, regardait cette cohue d'Anglais, de Hongrois, d'Allemands, de Russes, d'Américains, de Maures accourus à Paris, Napoléon reçut la nouvelle de l'exécution de Maximilien. On suspendit toutes les fêtes et la cour prit le deuil. Encore si c'eût été là le seul deuil causé par cette entreprise dont l'affaire des bons Jecker fut seule le prétexte (1). Mais qui dira ce que cette expédition a coûté à la France d'hommes et d'argent, de sang et de richesses? Ajoutez qu'elle habitua les troupes à la guerre de piraterie et de pillage, et qu'elle contribua à désorganiser une armée qui ne connaissait déjà plus qu'à demi la discipline et la patrie.

Ainsi, tout avortait des projets de Bonaparte. Cette Exposition universelle même, dont il voulait faire comme une revanche industrielle de la France sur les victoires récentes de la Prusse, avortait. Somptueuse, gigantesque, elle fut surtout bizarre. Le grandiose n'est point la grandeur. Ce fut une sorte de kermesse immense où se coudoyèrent les nations, un décor d'opéra, tenant du bazar tunisien et du rideau hollandais, je ne sais quoi de grisant et d'épileptique qui ne ressembla guère à

(1) Quelle destinée ! Les fusillades de la Commune devaient coucher le banquier, le tripoteur d'affaires, côte à côte avec ce magistrat voltairien, M. Bonjean, et cet honnête homme, Gustave Chaudey.



M. ROUHER (2).

une réplique à Sadowa. Les souverains d'Europe vinrent, dédaigneux et méprisants, à ce festin offert par un parvenu. L'élu du suffrage universel, qui ne tenait à eux que par les fusillades de Décembre, fit les honneurs de Paris au bourreau de la Pologne et au geôlier du Hanovre. Le czar rit à la *Grande-Duchesse* et le roi de Prusse applaudit à la revue de Longchamps. L'un et l'autre emportèrent de la France un sentiment de mépris envieux et de colère humiliée. Ces fêtes internationales et ces baisers Lamourète de souverains à souverains sentaient déjà le salpêtre et la guerre. Le journal *Der Bund*, du 15 juin 1867, écrivait : « Le roi de Prusse et M. de Bismarck ont quitté Paris convaincus que la guerre est inévitable et que le

carnaval des rois aura un triste mercredi des Cendres. »

L'année 1868 devait apporter à l'empire son contingent de difficultés et d'embûches. « Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas, » disait Barrère. Il avait tort. Les morts reviennent et, lorsqu'ils sortent du tombeau, leur force est d'autant plus redoutable qu'ils se dressent avec le nom de martyrs. Depuis vingt ans des morts dormaient qu'on avait fusillés en Décembre. Un jour, un historien s'avisa de conter leur histoire. On apprit qu'un pauvre paysan du Var, nommé Ferdinand Martin, et surnommé Martin Bidauré, avait été fusillé deux fois sous le préfectorat de M. Pastoureau. On apprit qu'un député de l'Ain, le docteur Alphonse Baudin, s'était fait tuer sur une barricade, rue Sainte-Marguerite, alors qu'il essayait de sou-

(2) Ce portrait est extrait des *Contemporains*.

lever le peuple pour la défense du droit. On apprit à la fois ces choses oubliées. Un jeune homme, M. Ténot, les remettait dans toutes les mémoires (1). Aussi, comme mus par un même instinct de justice et de protestation en faveur du droit, la plupart des personnalités du parti démocratique se trouvaient, le jour des Morts de l'année 1868, réunies, des couronnes d'immortelles à la main, devant la tombe oubliée, l'humble pierre où se lit cette simple inscription : *Alphonse Baudin, représentant du peuple, mort le 4 décembre 1851*. On se souvient que cette manifestation pacifique se termina par des arrestations que rien n'avait pu motiver. Sans doute quelques vers ridicules avaient été lus près de cette tombe ; un étudiant inconnu, que nul ne revit, qui ne fut pas inquiété, qu'on put même prendre pour un agent provocateur, avait bien jeté dans ce cimetière un appel aux armes, mais la manifestation avait gardé néanmoins ce caractère grave et religieux qui convenait à une telle victime et à une telle journée.

Le gouvernement n'en devait pas moins poursuivre quelques-uns de ceux qu'on avait arrêtés près de la tombe du *sieur* Godefroy Cavaignac et du *sieur* Baudin, comme les agents de police, déposant devant la sixième chambre, affectaient d'appeler ces morts. L'acte d'accusation amenait, le 14 novembre 1868, près de MM. Gaillard père et fils et Peyrouton, des journalistes coupables de *manœuvres à l'intérieur* parce qu'ils s'étaient souvenus et qu'ils avaient rappelé à la France de l'empire que quelque part, dans un cimetière de Paris, reposait la poussière d'un homme mort pour la République. C'étaient MM. Peyrat, rédacteur en chef de *l'Avenir national*; Challemel-Lacour, rédacteur en chef de la *Revue politique*; Duret, gérant de la *Tribune*; et Delescluze et Quentin, rédacteurs du *Réveil*. Mais le procès intenté par le ministère public devait tourner à la confusion du pouvoir. Ce ne fut pas seulement, en effet, le parti démocratique tout entier, et la *démagogie furieuse*, comme l'appelaient les journaux dévoués à l'empire, ce furent tous les honnêtes gens de tous les partis qui s'allièrent pour protester, au nom de Baudin immolé, contre ceux qui faisaient un crime à des citoyens de rendre hommage à sa mémoire. Le vieux et fier Berryer, un des *mécontents* de Décembre, envoyait aux journaux, quelques jours avant d'expirer, sa souscription pour le tombeau de Baudin, et de sa main mourante écrivait une noble et vaillante lettre pour affirmer encore sa haine de la persécution et son amour de la liberté, tandis que Prévost-Paradol, souscrivant aussi, comparait Baudin à d'Assas, et que M. J. J. Weiss, un futur servi-

(1) Et celui qui écrit ces lignes était condamné le premier par M. Delesvaux, pour avoir conté aux lecteurs de son journal la mort de Martin Bidauré.

teur de l'empire libéral, se voyait traduit, par l'empire autoritaire, sur les bancs de la correctionnelle. Qu'était cela d'ailleurs à côté du retentissement et du coup de foudre de Gambetta?

Défendant Delescluze, qui devait l'attaquer plus tard, Gambetta s'était dressé, vigoureux, menaçant et jetant sa harangue comme un défi au ministre public et à l'empire. Loin d'essayer de protéger son client contre les sévérités du tribunal, il traîna accusateurs et juges sous le verdict de l'histoire. Il se fit juge lui-même et à la fois exécuteur. L'avocat, transformé en tribun, étendait vers la justice de l'empire sa main menaçante. Ceux qui l'ont vu, écumant, débraillé, superbe, se sont rappelé soudain Michel (de Bourges) et ont cru entendre rugir O'Connell. Lorsque la sentence du tribunal répliqua à la catilinaire de l'orateur, en dépit des mois de prison et des amendes qui tombaient sur les accusés, il semblait à la foule, qui s'écoulait fiévreuse dans le Palais de Justice, que l'empire seul était condamné.

« Désormais, avait dit Gambetta, nous aurons une fête civique à célébrer au nom de nos martyrs, c'est le 2 décembre. » Et le 2 décembre suivant, en prévision d'une attaque, le ministère Pinard prenait, contre d'inoffensifs promeneurs, ces belliqueuses dispositions qui lui firent gagner, sans brûler une amorce, la ridicule campagne du boulevard Clichy.

La mort de Berryer laissait vacante une place au Corps législatif. Les électeurs démocrates de Marseille l'offrirent bientôt à l'avocat qui venait de se révéler tribun, et l'on put compter dès lors que M. Gambetta apporterait à la gauche le concours puissant de sa parole. Mais ce n'était que quelques mois plus tard, les élections partielles des Bouches-du-Rhône ayant été indéfiniment ajournées, que Gambetta devait passer, au moment des élections générales.

Ce fut une journée solennelle pour le pays que celle où l'on dépouilla le scrutin des élections des 23 et 24 mai 1869. La lutte avait été ardente, le gouvernement avait tout essayé, tout osé pour effrayer le pays, et il avait, une fois encore, agité devant la France le *spectre rouge* inventé par Romieu. C'est au surplus la vieille méthode bonapartiste. Le premier consul disait à ceux de ses rares conseillers qui ne voyaient pas d'un bon œil ses ambitieuses espérances de César nouveau : « Voulez-vous donc que je vous livre aux Jacobins? C'est ce qui arriverait pourtant si je ne prenais point le pouvoir. » Le despotisme a toujours d'excellentes raisons de régner. On avait, pendant la période électorale de 1869, distribué par milliers aux compagnards les journaux dévoués, et qui coûtaient assez cher, on l'a vu depuis, à la cassette impériale; on y ajoutait des dessins représentant d'un

côté la ruine et le pillage avec ce mot : *République*, et de l'autre des moissons, des fermes prospères, le spectacle des bonheurs privés, avec ce vocable sauveur : *l'Empire*. Rien n'y fit. L'opposition radicale l'emporta à Paris et dans toutes les grandes villes, et réunit une minorité souvent plus qu'honorable dans beaucoup de départements. Les candidats élus à Paris s'étaient bravement affirmés *irréconciliables*. Quant aux candidats gouvernementaux, MM. Balagny, Devinck, Bouley, Savard, etc., non seulement ils n'étaient pas publiquement soutenus par le pouvoir, mais ils n'osaient même pas se donner comme bonapartistes. Ils s'appelaient *indépendants*. Leur défaite n'en fut pas moins complète. La vieille opposition était, dans plusieurs circonscriptions, battue par les démocrates nouveaux venus, plus ardents et plus audacieux. En 1863, les candidats hostiles à l'empire avaient réuni 143,470 suffrages; en 1869, — et l'on pouvait mesurer par là le chemin parcouru par l'esprit de liberté, — ils en recueillaient plus de 250,000.

Paris avait d'ailleurs manifesté l'esprit qui l'anima dans la lutte caractéristique entre M. Émile Ollivier et Bancel. C'était là, en effet, l'élection qui passionnait le public et qui inquiétait le pouvoir. La lutte entre M. Rochefort et M. Jules Favre, entre M. Gambetta et M. Carnot, n'était qu'une lutte de nuances; ici, il s'agissait d'une rivalité de principes. M. Émile Ollivier, déjà soupçonné d'être un favori de l'empereur, avait-il, oui ou non, démerité de ses électeurs parce qu'il poursuivait cette chimère d'une union entre l'empire et la liberté? Avait-il perdu leur confiance parce que, délaissant l'opposition radicale que ses souvenirs personnels, l'image de son père emprisonné et de son frère mort lui faisaient un devoir de poursuivre, il avait tourné doucement à l'opposition dynastique, ou plutôt parce qu'il inclinait à la tendresse dynastique? Fallait-il lui préférer un proscrit de Décembre, inconnu la veille à Paris, mais qui entrait en lice avec deux armes terribles, son éloquence singulière, entraînant, et l'épreuve de son exil? Là était le combat fiévreux et dont le gouvernement et la démocratie attendaient anxieusement le résultat.

Désiré Bancel s'était révélé à nous, un soir, dans un repas libre de francs-maçons où, prenant la parole, il avait passionné, séduit, emporté tout son auditoire. Acteur autant qu'orateur, sa voix avait à la fois des modulations et des tonnerres. Il avait le geste et l'accent, l'attitude, ce qui fait que le discours plaît aux yeux en même temps qu'à l'âme. Ses *Harangues de l'exil* s'imposent par je ne sais quelle verve enflammée, qui me semble moins venir d'une inspiration personnelle que d'une érudition bien digérée et habilement mise en œuvre. En un mot, ce fut un orateur, un grand artiste, un virtuose admirable à qui la maladie qui devait

l'emporter ne permit pas de marquer dans l'Assemblée la place due à son talent, mais qui sut, dans les réunions publiques électorales, enthousiasmer la foule en lui parlant toujours un noble, pur et sain langage, lui prêchant la liberté avec Camille, non avec Hébert, et combattant la tyrannie avec la marotte gauloise de Rabelais ou l'arme sans tache de Corneille. Bancel conquit au surplus tous les suffrages. Le candidat Émile Ollivier fut outrageusement battu. Que si les électeurs du Var n'eussent pas été séduits par sa profession de foi, semblable à une bucolique, le futur ministre de l'empire n'aurait ni à la Chambre ni à l'Académie.

Paris n'a pas oublié cette soirée poudreuse où, dans la fièvre du soir, sur les boulevards encombrés, on se passait de main en main les résultats des élections. Ce fut une belle heure de joie patriotique et de victorieux espoir. Tel patriote, qui fût mort au lendemain de cette journée de mai, eût pu sourire en se disant que la France était sauvée et se réveillait la *grande nation*. La lutte pourtant n'était pas terminée. Il restait encore à faire les élections complémentaires de Paris et, cette fois, c'était entre M. Jules Favre et M. Rochefort que la lutte allait se livrer. On avait oublié bien vite les rudes campagnes entreprises par M. Favre contre M. Rouher à propos de la question mexicaine; son entrée à l'Académie, sa profession de foi spiritualiste, son humeur catholique lui enlevaient bien des sympathies. On put croire qu'on lui préférerait ce spirituel M. Rochefort, qui offrait de résoudre la question sociale *en dix minutes* et se contentait d'une boutade pour réduire la misère : « Je demande que, pour vivre, les ouvrières ne soient par forcées de se tuer. » C'était un trait, rien de plus, et la question sociale, que nous devons étudier, travailler et résoudre en faisant la part des appétits et des besoins, cela sous peine de nous voir engloutis, cette capitale question demande plus de temps et plus d'études que ne lui en accordait le pamphlétaire. Mais, à cette heure, M. Rochefort représentait, dans sa forme la plus agressive et la plus insolente, l'opposition contre l'empire, mieux que cela, l'opposition directe à l'empereur et à l'impératrice. Le nom seul de l'auteur de la *Lanterne* était devenu une injure pour les Tuileries. On l'inscrivait sur un bulletin comme on eût tracé une nasarde sur un mur. La cour était irritée contre ce gamin de Paris, blafard et maigre, qui faisait du Paul-Louis Courier avec le style de Duvert et Lauzanne, et combattait pour le droit avec l'arme du vaudeville. Inconscient d'ailleurs, ignorant, juttant par amour du tapage, aimant la vie facile, rêvant le brochet de Sparte du fond d'un cabinet de restaurant, jouant contre l'empire cette partie d'opposition comme il eût engagé une partie